



Les jardins dans les espaces ruraux de moyenne montagne en Auvergne Rhône-Alpes : les révélateurs d'un rapport à l'alimentaire en recomposition

Noé Guiraud, Claire Delfosse, Perrine Vandenbroucke, Philomène Viricel et
Laura Munar



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/10824>

DOI : 10.4000/rga.10824

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Gardens in Rural Areas of Mid-Mountain in Auvergne-Rhône-Alpes Region: Revealing a Relationship to
Food in Recomposition - URL : <https://journals.openedition.org/rga/10881> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Ce document vous est offert par ISARA-Lyon



Référence électronique

Noé Guiraud, Claire Delfosse, Perrine Vandenbroucke, Philomène Viricel et Laura Munar, « Les jardins dans les espaces ruraux de moyenne montagne en Auvergne Rhône-Alpes : les révélateurs d'un rapport à l'alimentaire en recomposition », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 110-2 | 2022, mis en ligne le 18 décembre 2022, consulté le 20 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rga/10824> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.10824>

Ce document a été généré automatiquement le 19 janvier 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les jardins dans les espaces ruraux de moyenne montagne en Auvergne Rhône-Alpes : les révélateurs d'un rapport à l'alimentaire en recomposition

Noé Guiraud, Claire Delfosse, Perrine Vandenbroucke, Philomène Viricel et Laura Munar

1. Introduction : des jardins à l'autoconsommation en milieu rural

- 1 L'alimentation est aujourd'hui une thématique largement réinvestie par les collectivités territoriales (Brand, 2015). Cette mobilisation des collectivités répond notamment aux évolutions des pratiques et représentations des citoyens. L'essor des PAT (projets alimentaires territoriaux) contribue à ce que de nombreux territoires organisés à l'instar des intercommunalités et des territoires de projet, tels que les PNR, se saisissent de cette question pour en faire un moteur de développement local (Loudiyi et Houdard, 2019) et une thématique d'entrée sur la transition écologique. Bien que les espaces ruraux soient moins visibles que les villes dans les démarches de PAT (Maréchal *et al.*, 2018), les pratiques et représentations alimentaires y sont pourtant également en recomposition (Delfosse, 2019a ; Vandenbroucke et Delfosse, 2019).
- 2 L'alimentation étant d'abord saisie par les filières agricoles et les circuits alimentaires, la problématique de l'autoconsommation est une facette peu étudiée de la reterritorialisation de l'alimentation que cet article choisit d'explorer à partir de travaux de recherche qualitatifs. L'autoconsommation renvoie d'abord, et historiquement, à l'autosubsistance des populations (Gojard et Weber, 1995 ; Quellier, 2004), pour lesquelles l'autoproduction d'aliments permet d'anticiper des phénomènes

de disettes et répond donc à un besoin physiologique et économique, notamment dans des contextes de crises à l'instar du rôle des jardins dans la Russie des années 1990 (Boukharaeva et Marloie, 2011 ; Robert-Bœuf, 2017). Par ailleurs, l'autoconsommation a également une dimension culturelle, identifiée dès l'époque moderne à travers la motivation d'une production qualitative de fruits et légumes frais par des populations aisées (Quellier, 2004) et de façon contemporaine avec la pratique du potager comme loisir qui se caractérise par une autoconsommation occasionnelle saisonnière (Gojard et Weber, 1995). Aujourd'hui ce rapport du jardin à l'alimentation a été largement documenté en milieu urbain (Pourrias *et al.*, 2015 ; Giacchè et Le Caro, 2018 ; Saint-Ges, 2018 ; Houde, 2019) et en particulier dans les initiatives collectives (Darmon *et al.*, 2019) Ces travaux soulignent l'importance de requalifier la fonction alimentaire des jardins d'un point de vue quantitatif (Marie, 2019) et dans une perspective qualitative (Smith & Harrington, 2014 ; Pourrias *et al.*, 2015). Participer à un jardin peut ainsi contribuer à diversifier les régimes alimentaires (Tharrey *et al.*, 2020), notamment à travers les dimensions sociale et culturelle du jardin et sa capacité à favoriser l'adoption de nouvelles pratiques alimentaires (Darmon *et al.*, 2020).

- 3 Il n'y a, a priori, rien d'évident à considérer les pratiques d'autoconsommation en milieu rural de moyenne montagne : elles renvoient au passé et à des conditions de vie difficiles pour les populations autochtones, les savoir-faire n'ont pas ou peu été transmis. Pourtant on observe un réinvestissement de la pratique jardinière par les nouvelles populations qui s'installent, le jardin étant souvent lié à l'idée de s'installer à la campagne (Durandard et Delfosse, 2021). Cette dynamique conduit à une revalorisation des pratiques, des savoirs et savoir-faire liés à l'autoconsommation. Ce réinvestissement s'opère en lien avec les transitions alimentaires en cours et les transformations profondes qui interviennent dans les territoires ruraux (Delfosse, 2019a).
- 4 Dans cet article nous abordons l'autoconsommation dans l'ensemble des pratiques et motivations qu'elle implique. Nous les considérons comme révélatrices d'un rapport plus global à l'alimentaire à partir de trois angles : le premier se situe au niveau des pratiques individuelles d'autoconsommation, quelles sont-elles ? Le second correspond à leurs appropriations collectives et par les politiques publiques, quelle place ont-elles dans la communauté ? Le troisième renvoie à la dynamique de revalorisation du patrimoine alimentaire et paysager de moyenne montagne : quelles transmissions et réinventions autour des savoir-faire d'autoconsommation ?
- 5 Notre approche consiste à nous intéresser non seulement au jardin potager stricto sensu, mais également aux vergers et petits élevages. La focale est placée tant sur les pratiques individuelles dans les jardins particuliers que sur les formes collectives de jardins. C'est ainsi selon une perspective élargie que nous nous saisissons de ce sujet jardins et alimentation afin de comprendre les dynamiques sociales de réappropriation et transmission des pratiques et savoir-faire associés à la mise en culture, à la cuisine et à la transformation des aliments.
- 6 Pour faire état de la place et du rôle du jardin dans les pratiques alimentaires des populations rurales de moyenne montagne, nous nous appuyons sur plusieurs terrains de recherche menés dans le cadre du projet Jardin'R¹, et plus spécifiquement sur les enquêtes conduites dans les jardins sur le territoire de Dieulefit et dans les Bauges. Après avoir présenté brièvement les caractéristiques de ces territoires au regard de notre sujet, nous nous arrêterons sur les spécificités du jardin en moyenne montagne.

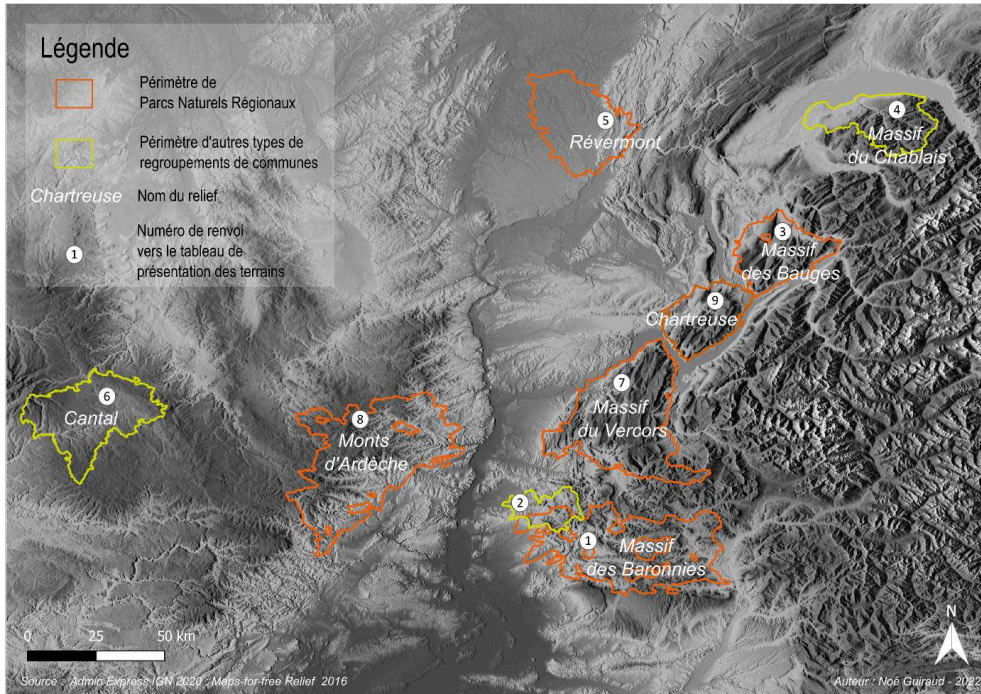
Nous présenterons ensuite les principaux résultats sur les liens entre pratique jardinière et autoconsommation, leurs réappropriations collectives et par les politiques publiques. Pour conclure, nous discuterons le renouveau de ces pratiques dans la perspective d'une valorisation du patrimoine alimentaire des territoires ruraux de moyenne montagne.

2. Les jardins dans les territoires ruraux de moyenne montagne

2.1. Des analyses et enquêtes menées sur différents territoires de la région AURA

- 7 Le projet JARDIN'R a été déployé en 2021 sur la région Auvergne Rhône Alpes, au sein de plusieurs territoires de moyenne montagne : Ardèche, Cantal, Drôme Provençale, Vercors, Bauges, Chartreuse, Chablais, et Baronnies, sans oublier le Revermont. Ces territoires se distinguent par une grande diversité de configurations sociales et spatiales, auxquelles sont étroitement liées les spécificités des dynamiques jardinières.
- 8 Certains territoires sont fortement polarisés par les métropoles comme ceux du Chablais-Léman, de la Chartreuse. D'autres sont maillés par des villes moyennes comme les Bauges ou appartenant à l'hyper rural comme le Cantal, le sud du Vercors ou les Baronnies. La région présente aussi une diversité de formes de jardins liée au relief, au climat et à l'eau (de la Haute montagne au climat provençal), ainsi qu'à la structure du bâti (bourgs serrés avec des jardins en périphérie, lotissements, habitat dispersé et jardin proche de la maison...). La diversité se retrouve aussi dans la composition socio-professionnelle des habitants des campagnes : certaines bénéficient d'une forte attractivité démographique alors que d'autres moins (campagnes vieillissantes, jeunes, ouvrières, gentrifiées, touristiques...) avec des taux de pauvreté très contrastés (certains territoires tels que l'Ardèche ont des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale). Enfin, la diversité tient également au patrimoine vivant, aux variétés et races locales, aux cultures culinaires.

Figure 1 : Carte de localisation des différents terrains de recherche sur la pratique du jardin en milieu rural. Les numéros renvoient également au tableau.



- 9 Dans la dynamique de recherche participative du projet JARDIN'R, des études territoriales (voir tab.1) ont été conduites dans ces territoires autour d'une problématique spécifique portée par les partenaires territoriaux (Parcs naturels régionaux – PNR, Centres permanents d'initiatives environnementales – CPIE) ou à l'interface avec des projets POPSU². La méthodologie s'est alors adaptée aux besoins de l'étude : enquêtes auprès des jardiniers individuels, des porteurs de projets collectifs, des collectivités, analyse spatiale et paysagère. De plus, une grille de lecture commune a permis d'apprécier la nature et la diversité des dynamiques jardinières³. Dans l'ensemble, 80 démarches collectives et 60 jardins de particuliers ont été étudiés.

Tableau 1 : Présentation des territoires de moyenne montagne où des enquêtes ont été menées sur les pratiques du jardin en milieu rural⁴.

Territoires de moyenne montagne	Typologie rurale	Jardins particuliers et collectifs enquêtés (N=140)	Types de jardins collectifs identifiés	Approche thématique retenue sur le territoire
(1) PNR des Baronnies Provençales	Rural isolé et attractivité saisonnière (tourisme)	15	Jardin familial Jardin partagé Jardin pédagogique Jardin d'insertion	Jardins et être en santé dans son territoire
(2) Communauté de communes Dieulefit Bourdeaux	Attractivité résidentielle (solde migratoire positif) et saisonnière (tourisme)	21	Jardin familial Jardin partagé Jardin pédagogique	Jardins, autoconsommation et résilience alimentaire du territoire
(3) PNR du Massif des Bauges	Attractivité résidentielle (solde migratoire positif) et pression foncière urbaine (territoires proches de Chambéry et Annecy)	27	Jardin familial Jardin partagé Jardin pédagogique Jardin d'insertion	Jardins, patrimoine alimentaire et paysager
(4) Haute-Savoie – Massif du Chablais	Rural sous influence métropolitaine (Genève et Lausanne) et en amont tourisme hivernal	11	Jardin familial Jardin partagé	Pratiques jardinières et préservation des ressources
(5) Jura – Revermont	Gradient de périurbanisation (Bourg-en-Bresse). Emploi industriel dans quelques communes	34	Jardin familial Jardin partagé Jardin et verger conservatoire	Les jardins, de l'alimentation aux fonctions paysagères, sociales, environnementales, patrimoniales et foncières
(6) Cantal – Bassin d'Aurillac et de Saint Flour	Rural isolé et précarité de la population	13	Jardin familial Jardin partagé Jardin pédagogique Jardin d'insertion	Jardins et pauvreté précarité
(7) Communauté de communes du Massif du Vercors	Attractivité résidentielle (solde migratoire positif) et saisonnière (tourisme)	9	Jardin familial Jardin partagé Jardin pédagogique Jardin d'insertion	Dynamiques collectives et intégration des jardins à l'urbanisme
(8) Ardèche méridionale	Déprise démographique (solde migratoire négatif) et attractivité saisonnière (tourisme)	10	Jardin familial Jardin partagé Jardin pédagogique Jardin d'insertion	Jardins et pauvreté précarité

- 10 Le présent article s'appuie plus spécifiquement sur les travaux menés dans le massif des Bauges et sur le territoire drômois de Dieulefit-Bourdeaux dont les problématiques portent plus explicitement sur l'alimentation. Dans ces deux territoires, un recensement des pratiques de jardinage (potagers et vergers) et de petits élevages a été réalisé : par questionnaire adressé aux communes et intercommunalités du périmètre du parc naturel régional du massif des Bauges et par l'observation de terrain (analyse cartographique, marches, porte à porte) selon un gradient territorial à Dieulefit-Bourdeaux où le recensement a été mené sur les périmètres d'une ville de 3 154 habitants (Dieulefit), d'un petit bourg de 653 habitants (Bourdeaux), et d'un village l'habitat dispersé de quelques dizaines d'habitants (Orcinas).
- 11 Une fois les initiatives identifiées, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de jardiniers individuels (7 dans les Bauges, 24 sur Dieulefit-Bourdeaux), de collectifs jardiniers (12 et 3), de collectivités (4 et 2) ainsi que des professionnels du jardinage (4 et 2) et des agriculteurs (2 à Dieulefit). Ces entretiens ont permis de décrire l'initiative jardinière, les enjeux du projet et de renseigner les profils des acteurs (tableau 2)⁵ et leurs motivations. À Dieulefit-Bourdeaux les entretiens ont été accompagnés d'une visite afin de dimensionner l'autoproduction avec le jardinier et de caractériser les pratiques d'échanges, transformation, consommation et conservation des récoltes. Dans le massif des Bauges, une analyse de documents d'urbanisme et d'aménagement, notamment les Scot, plans climat-air-énergie territorial (PCAET), plans paysage et projets alimentaires territoriaux (PAT) a été réalisée pour caractériser la place des jardins dans les politiques publiques⁶.

Tableau 2 : profils des jardiniers rencontrés (âge, sexe, profession).

Profils des jardiniers rencontrés		
Terrains	Pays de Dieulefit Bourdeaux	PNR des Bauges
Nombre	33	11
Genre		
Homme	48 %	36 %
Femme	52 %	64 %
Âge		
0-20 ans	0 %	0 %
20-30 ans	3 %	0 %
30-40 ans	3 %	45 %
40-50 ans	16 %	18 %
50-60 ans	16 %	18 %
60-70 ans	39 %	9 %
70 et plus	23 %	9 %
Professions		
Agriculture	10 %	0 %
Retraités	55 %	18 %
Arts	6 %	0 %
Milieu associatif	3 %	45 %
Enseignants	3 %	27 %
Professionnel jardin	6 %	9 %
Agro alimentaire	3 %	0 %
Médico social	6 %	0 %
Nutrition	3 %	0 %
Agent de collectivité	3 %	0 %

2.2. Spécificités du jardin en moyenne montagne

- 12 Les jardins, potagers, vergers et petits élevages sont une forme importante du paysage alimentaire en milieu rural. Dans les régions de montagne, on l'observe en particulier à travers la présence des arbres fruitiers, de jardins de village et de fermes, voire de parcelles de jardins isolées, mais aussi de petit élevage sous la forme de basse-cour. De nombreux travaux de géographes des années 1930 à 1960 et de sociologues⁷ attestent de l'importance des jardins et des pratiques d'autoconsommation dans les régions de montagnes d'Auvergne-Rhône-Alpes. Le jardin d'alpage par exemple en est une forme propre aux montagnes : la production de légumes était d'autant plus nécessaire si toute la famille estivait, comme cela se pratiquait dans les petites montagnes alpines (les montagnes à reblochon) ou dans les jasseries des Hautes Chaumes du Forez. Ces pratiques d'estive ont impliqué un système de gestion de l'eau et de la fumure qui se lisent encore aujourd'hui dans le paysage. Enfin cette importance ancienne des jardins est attestée par la place accordée aux vendeurs de surplus de jardin dans les villes de moyenne de montagne ou en limite de montagne comme à Chambéry (Poche, 1980) et à Bourg-en-Bresse. Ce que nous avons pu observer en période estivale sur des marchés à Bourdeaux (Drôme), Bourg-en-Bresse (Ain) ou encore au Puy-en-Velay (Haute-Loire).
- 13 Le jardinage en montagne présente des contraintes liées au relief, à tel point qu'il est fréquent que des actes de vente mentionnent l'existence d'un terrain plat ou non. La pente conduit à planter les jardins sur des terrasses parfois non mitoyennes du logement ou le terrassement du jardin individuel (fig. 2). On peut noter aussi l'impact déterminant de la présence de l'eau en moyenne montagne, qui explique, en lien avec l'ensoleillement, la localisation des jardins à l'échelle du village et de son finage.
- 14 Le relief détermine des microclimats et une caractérisation des versants en fonction de l'ensoleillement. Ainsi la culture d'un potager sur un adret peut favoriser certaines cultures plus que d'autres. Mais la montagne « chaude » (les Alpes du Sud, en particulier les Baronnies dans notre étude de cas) et sèche n'a pas que des avantages et demande une gestion de l'eau et de l'ombre, d'où la localisation de jardins sur les versants à l'ombre et à proximité d'eau (Orpierre dans les Baronnies). Tandis que la montagne « froide » (les Alpes du Jura, notamment le massif des Bauges ici, ainsi que la Haute Ardèche) déterminera une période végétative courte et nécessitera une stratégie d'orientation du jardin, pour aller chercher la chaleur des pentes ensoleillées. La complexité climatique propre à ces territoires détermine aussi le recours à des variétés et des abris et micro serres pour jouer sur les périodes végétatives. Par exemple des jardiniers enquêtés en Ardèche mène un travail d'acclimatation des variétés de tomates au climat plus froid. Enfin la montagne implique des amplitudes climatiques particulièrement importantes : on a pu observer des serres avec des vignes grimpantes qui ne limitent pas le soleil en hiver et au printemps, mais qui fait de l'ombre durant l'été.
- 15 La pratique du jardin en moyenne montagne implique une adaptation à des conditions particulières qui peuvent être très variées sur un petit espace, par conséquent on y trouve une diversité semencière et fruitière spécifique. La diversité tient aussi aux migrations : l'immigration italienne dans le Vercors est ainsi à l'origine de la race poule grise du Vercors. Cette biodiversité domestique constitue une richesse mobilisée aujourd'hui à des fins patrimoniales, mais aussi de politiques alimentaires et d'adaptation au changement climatique.

Figure 2 : Planche de photographies de différents types de jardins de moyenne montagne en région Auvergne-Rhône-Alpes.



3. Réappropriations individuelles et collectives du jardin nourricier : de l'autoconsommation aux enjeux du territoire

- 16 La place de l'autoproduction et de l'autoconsommation⁸ dans les pratiques des habitants demeure globalement un angle mort de la recherche sur la reterritorialisation des systèmes alimentaires. Les quelques études à notre disposition permettent d'identifier une pratique qui touche entre 20 et 30 % de la population nationale⁹, qui est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain et plus fréquente chez les agriculteurs¹⁰ (Escalon, Bossard, et Beck 2009 ; ANSES 2017 ; Demoly et Schweitzer, 2021). Les pratiques de jardinage domestique sont donc encore assez répandues dans les espaces ruraux : 42 % des ménages y ont un jardin potager et/ou un verger (Demoly et Schweitzer, 2021). Leur production, si elle est en général modeste rapportée au budget alimentaire (Caillavet *et al.*, 2009), peut s'avérer un complément significatif dans le panier de certains ménages, mais aussi être à l'origine d'échanges entre particuliers, voire de vente occasionnelle.

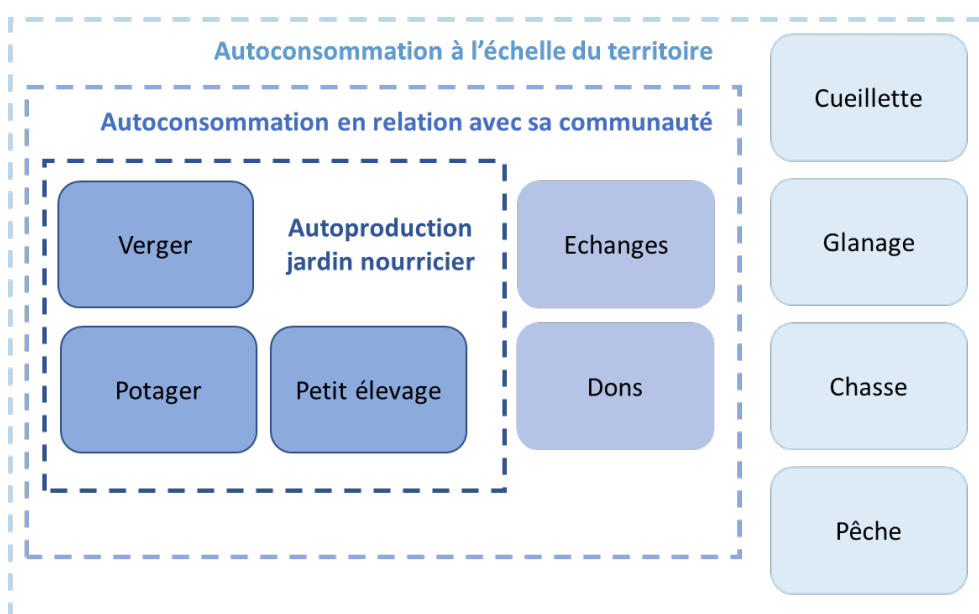
3.1. L'autoconsommation – une pratique répandue mais une intensité inégale

- 17 À l'échelle de l'ensemble du panier d'achats des ménages l'autoconsommation représente une faible part des dépenses. La majorité des jardiniers rencontrés achètent

des aliments qu'ils produisent aussi au jardin¹¹. Toutefois, à l'échelle de fruits et légumes ou des œufs l'autoconsommation revêt une part non négligeable, voire majoritaire pour certains (voir modèle annuel ci-dessous). En France l'INSEE mesure que les légumes autoconsommés représentent en moyenne 23 % du budget en légumes consommés à domicile (achats et autoconsommation) de l'ensemble des ménages.

- 18 Nous identifions trois échelles de l'autoconsommation en milieu rural (fig. 3) : celle de l'autoproduction au niveau du jardin nourricier (incluant verger et petit élevage), celle permise par les échanges, dons et contre dons à l'échelle de la communauté, et plus largement celles induites par les pratiques non productives telles que la cueillette, le glanage, la pêche et la chasse qui s'organisent à l'échelle du territoire.

Figure 3 : Schématisation de l'autoconsommation en milieu rural



Réalisation N. Guiraud – 2022

- 19 Dans le cadre de l'enquête menée au Pays de Dieulefit-Bourdeaux les personnes ayant un potager, un verger et/ou un petit élevage, autoconsomment de façon occasionnelle ou régulière des légumes, fruits, œufs et viande selon leur niveau de production, la saison et les échanges. Il existe ainsi un gradient d'intensité d'autoconsommation qui varie selon différents facteurs tels que les objectifs des jardiniers, leurs compétences, la saisonnalité et le type d'autoproduction (Pourias, 2014). Le travail d'enquête dans la communauté de communes de Dieulefit-Bourdeaux (voir tableau 1) a permis de mettre en valeur des degrés d'autoproduction différents à partir de trois principaux facteurs : la diversité productive, l'amplitude temporelle et le niveau d'autosuffisance.
- 20 Ce terrain (Viricel, 2021) a été réalisé dans un territoire avec une forte attractivité résidentielle et touristique, notamment un très fort taux de résidence secondaire (entre 20 et 50 % selon les communes), les résultats suivants doivent s'interpréter dans cette perspective. Nous faisons l'hypothèse que dans d'autres espaces de moyenne montagne plus reculés et/ou moins attractifs l'intensité d'autoconsommation peut être plus importante. Toutefois, à partir de l'enquête réalisée auprès des 21 jardiniers¹² de la communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, et à l'instar des travaux de J. Pourias (2014) deux modèles d'autoconsommation se distinguent avec d'une part la

consommation uniquement saisonnière des produits du jardin et d'autre part des pratiques de conservation permettant une consommation tout au long de l'année.

- Modèle saisonnier (13 jardiniers sur 21)
 - Jardiniers dont la production est insuffisante pendant la période de production. Des aliments sont achetés alors qu'ils sont aussi produits dans le jardin : 11/21 jardiniers. Parmi eux 7 ont des surplus pour quelques produits qu'ils transforment pour le reste de l'année. Toutefois, les volumes sont anecdotiques. Seule une jardinière est autonome en œufs.
 - Jardiniers dont la production est suffisante pendant la période de production ; les achats sont juste effectués pour diversifier l'alimentation. Les surplus sont transformés pour le reste de l'année, mais les volumes sont anecdotiques : 2/21 jardiniers ;
 - Modèle annuel (8 jardiniers sur 21)
 - Jardiniers dont la production est suffisante pour transformer et conserver des aliments mais pas suffisamment pour en consommer tout au long de l'année : 3/21 jardiniers ;
 - Jardiniers dont la production est suffisante à l'année pour au moins une partie des aliments, des achats sont réalisés plus ou moins épisodiquement pour compléter et diversifier : 5/21 jardiniers.
- 21 Les productions peuvent donner lieu à des échanges et dons, du fait de surplus ou de pratiques de transformation. Une jardinière de Bourdeaux explique que chaque semaine une vingtaine d'œufs sont déposés sur le rebord de sa fenêtre par des connaissances qui en ont trop, et qu'elle-même donne des surplus qu'elle reçoit aux voisins pour éviter le gaspillage. Dans une moindre mesure, et tel que Maxime Marie le relève pour le milieu urbain (Marie, 2019), des pratiques commerciales informelles existent et consistent à vendre les surplus de production sur les marchés de plein vent, ainsi que par le biais de réseaux sociaux, en particulier l'été pour les fruits et légumes. Quelques jardiniers ont des logiques économiques qui s'apparentent, pour une très faible minorité, à une activité professionnelle. Cela a été la trajectoire de professionnalisation d'une enquêtée qui, aujourd'hui, se dit maraichère-jardinière et vend ses produits sur les marchés de plein vent.
- 22 L'autoproduction de viande, quant à elle, implique fréquemment des pratiques collectives entre voisins, amis et/ou au sein de la famille élargie. Les œufs comme la viande sont des aliments qui amènent à créer du réseau, en particulier avec le voisinage. Lorsqu'il s'agit d'animaux assez gros comme les moutons ou les cochons, la mise à mort est généralement l'occasion de réunir du monde. C'est aussi le cas lors de la venue du tondeur de laine qui est un spectacle pour le quartier dans le cas d'un couple ayant quelques moutons. Néanmoins, il faut souligner que l'autoproduction de la viande a fortement reculé dans les pratiques. Un agriculteur, également tueur de cochon et rencontré durant l'enquête, explique que s'il a tué 7 cochons cette année, il y a 40 ans ce sont trois tueurs qui en faisaient 300 par an sur le même territoire. L'autoconsommation de viande est une pratique héritée propre au milieu agricole qui est encore présente et tend à être réinvestie par des nouveaux types d'habitants, mais à la marge (Vandenbroucke, Delfosse, 2019 ; Sallen 2021)¹³. Dans le panel enquêté la majorité des jardiniers rencontrés qui élèvent des animaux pour leur consommation de viande ont un lien avec le monde agricole.
- 23 Notre enquête en Drôme provençale montre que les néoruraux contribuent au renouveau des pratiques d'autoconsommation et que l'intensité des pratiques n'est pas que l'apanage du milieu agricole. Dans le massif des Bauges comme dans le pays de

Dieulefit-Bourdeaux des initiatives citoyennes entre voisins s'organisent pour travailler des jardins cultivés en commun. Certaines parcelles sont réinvesties afin de contribuer à l'alimentation des jardiniers, mais aussi motivées par l'envie d'un faire ensemble. C'est ce que nous avons pu observer dans le massif des Bauges où plusieurs voisins ont décidé de nettoyer un pré en friche avec l'accord de l'agriculteur et de partager une parcelle de pommes de terre. Aujourd'hui cinq villages expérimentent la culture de patates en collectif, bénéficiant à 5 familles en moyenne par village et en s'appuyant sur le prêt de terres par des agriculteurs. Une démarche similaire a été observée à Dieulefit. La culture de pommes de terre pour plusieurs foyers est une pratique de jardinage rural héritée (Garçon, 2015 ; Munar, 2021) qui est, ici dans les Bauges et en Drôme provençale réinvestie par des habitants d'origine non agricole et en majorité d'origine citadine, pour lesquels la pratique collective est au cœur de leur motivation. Ces pratiques jardinières soulignent l'existence d'une hybridité entre les formes traditionnelles d'autoproduction et des motivations plus contemporaines portées par les habitants, que nous avons pu caractériser comme étant majoritairement celles des néo ruraux.

3.2. Des formes de réinvestissement collectif

- 24 L'autoconsommation alimentaire fait l'objet de réappropriations collectives et citoyennes. L'analyse transversale des 80 initiatives collectives (voir le tableau) de jardins/potagers/vergers dans les territoires d'étude révèle trois dimensions principales dans les projets.
- 25 La dimension sociale s'affirme tout d'abord dans des projets de jardins thérapeutiques, d'insertion économique, puis de jardins partagés d'animation et d'insertion sociale. L'alimentation n'est pas toujours centrale dans ces projets, cependant les jardins d'insertion, comme ceux du réseau de Cocagne, jouent un rôle clef dans l'accès à des produits frais locaux dans certains territoires excentrés, comme l'est des Baronnies. De 2012 à 2019, les CPIE régionaux ont conduit, en partenariat avec les acteurs sociaux, différentes actions d'accompagnement et d'animation dans les jardins et autour de la cuisine à destination des publics précaires¹⁴. Des centres sociaux créent également des jardins, comme celui de Saint-Laurent-du-Pont en Chartreuse (Ballot, 2021). Dans plusieurs jardins partagés ou familiaux des parcelles sont destinées aux personnes en situation de pauvreté et parfois aux migrants (Elles, 2021 ; Louchard, 2021). Enfin des collectifs jardinières visent à aider les populations en situation de pauvreté-précarité en leur donnant une partie de leurs récoltes (Munar, 2021)
- 26 À ce mouvement s'adosse une dimension de partage et de transmission de savoir-faire. Faire ses graines, tailler et greffer des arbres fruitiers, transmettre les gestes techniques du jardinage, découvrir les principes de la permaculture... la transmission des savoir-faire est au cœur de nombreuses initiatives collectives, associations, réseaux d'échanges ou jardins partagés, ainsi que de particuliers qui pratiquent le jardin et intègrent une dimension pédagogique dans leur démarche de partage et de transmission de leurs savoir-faire. C'est le cas de l'association Graine d'Horti à Dieulefit qui propose l'accès à un jardin participatif où un maraicher à la retraite transmet son savoir-faire à 25 personnes. Certains n'ont jamais jardiné, d'autres s'y connaissent un peu plus. Ensemble ils participent à tous les travaux et les jardiniers se partagent le fruit de leur travail.

27 Enfin, une troisième dimension s'affirme, de manière plus récente autour de l'autonomie et la résilience alimentaire, en lien avec les enjeux de transition écologique et sociale globale. Pour certains habitants rencontrés dans le Massif des Bauges ou dans le pays de Dieulefit-Bourdeaux le jardin représente un premier niveau d'engagement dans la démarche d'autonomie alimentaire. Un deuxième niveau consiste à cultiver collectivement des parcelles, s'inspirant ainsi de pratiques anciennes. L'autoconsommation prend aussi une place tout à fait centrale dans des projets collectifs d'éco-hameaux, comme dans le cas d'Ecoravie à Dieulefit où l'on trouve un grand potager, une dizaine de poules pondeuses et des arbres fruitiers. Leur démarche les amène à projeter une production maraîchère visant à produire une quantité significative de légumes pour les habitants du lieu ainsi que les voisins, et, éventuellement, la prise en charge par un jardinier salarié.

3.3. Réinvestissement des jardins dans les politiques publiques

28 Dans les espaces ruraux, les jardins potagers ont été une composante structurante dans l'aménagement des bourgs et des fermes paysannes. La place du potager, du verger et des petits élevages connaît ensuite un déclin, sous l'effet conjoint du développement résidentiel, de la requalification du jardin autour de ses fonctions d'agrément au détriment du potager d'autoconsommation, et du processus de modernisation et de spécialisation agricole. Certains Parcs Naturels Régionaux¹⁵ se sont saisis de la place des vergers dans leurs territoires autour d'enjeux patrimoniaux de valorisation des paysages, notamment à partir des années 1980-1990 et de façon plus significative à partir de 2000-2010 (Delfosse, 2016). Quant au mouvement de développement de jardins collectifs, en région Rhône-Alpes puis Auvergne-Rhône-Alpes, il a été soutenu par la structuration d'un réseau associatif régional animé par le Passe Jardins en appui au montage et à l'ingénierie de projet jusqu'à 2015. Une mobilisation importante des communes est observée en milieu rural pour le développement de jardins collectifs. Dans le massif des Bauges, la moitié des initiatives collectives autour des jardins partagés, familiaux, ou vergers sont en effet déployées sur du foncier communal (Munar 2021). En 2021, en région AURA, sur le total des 83 projets financés hors métropole de Lyon au titre de la mesure 11 de l'appel à projets France relance « Jardins partagés », 40 sont portés par des communes¹⁶. Le rôle des jardins est aussi requalifié par les communes pour l'attractivité des bourgs centres, dynamique encouragée par le programme Petites villes de demain. Plus récemment et de manière plus marginale, l'inscription des jardins s'affirme à des échelles intercommunales dans le cadre des projets alimentaires territoriaux (PAT). Ainsi, la communauté de communes du Bassin d'Aubenas a-t-elle inscrit l'objectif stratégique « Inciter à l'autoconsommation à travers les jardins familiaux et partagés » au titre de la priorité « Consommation locale et de qualité pour les citoyens ». Le soutien aux jardins permet en effet de mobiliser et impliquer les habitants dans les PAT. Toutefois, si certains PAT viennent en soutien de dynamiques associatives locales, on distingue rarement des politiques structurantes qui aillent jusqu'à l'intégration des jardins aux stratégies de planification urbaine comme c'est le cas sur la communauté de communes du Bassin d'Aubenas. Au contraire, leur place dans d'autres territoires de moyenne montagne est plutôt remise en cause sur fond de considérations esthétiques et de jeux socio-politiques locaux, comme c'est le cas dans le Vercors sur le territoire de la communauté de communes des quatre montagnes où plusieurs projets de jardins partagés sont controversés localement.

- 29 Ainsi, les pratiques d'autoconsommation font l'objet d'un réinvestissement individuel, collectif et par les politiques publiques. Ce mouvement participe de la transmission et réinvestissement d'un patrimoine matériel (bâti, semences, outils, paysages, etc.) et immatériel (connaissances, savoir-faire, histoires, etc.).

4. De l'autoconsommation au patrimoine alimentaire

- 30 Dans les campagnes, la pratique du jardin n'est plus l'apanage du milieu agricole, ou de ceux que Cyprien Durandard et Claire Delfosse (2021) dénomment les « héritiers », mais elle est un facteur d'attractivité pour des populations d'origine citadine et porteuses d'attentes nouvelles : mieux se nourrir, réapprendre des gestes, améliorer son autonomie alimentaire, entretenir des liens privilégiés avec la nature, avec le voisinage, etc. Ainsi, les différents récits des enquêtés soulignent l'essor d'un jardinage « de loisir », plutôt estival ; mais également le réinvestissement des pratiques d'autoconsommation rurales, voire d'introduction de nouvelles pratiques visant à l'autonomie alimentaire sur de petites surfaces. L'autoconsommation est aussi le support de projets collectifs : collectifs citoyens autour du jardin, réseaux associatifs, comme les grainothèques, pratiques solidaires entre habitants, réinvestissements collectifs autour des vergers, etc.
- 31 La valorisation du patrimoine alimentaire n'est pas nouvelle en soi, en particulier en lien avec les jardins et les vergers. Les Croqueurs de pommes, association nationale créée en 1978, agit depuis longtemps en faveur du patrimoine fruitier et les associations de préservation des variétés fruitières sont présentes dans l'ensemble des régions de moyenne montagne de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce type d'association est à l'origine de vergers conservatoires, de stages de greffe ou encore de plantation d'arbres fruitiers de variété locale. Un regain d'intérêt pour le patrimoine alimentaire a été observé à travers l'organisation de fêtes, de réseaux d'échanges (troc de graines, association valorisant l'apprentissage des gestes techniques), des formations (stage de greffage) ou encore la mise en relation entre jardiniers et maraîchers ou des propriétaires de jardin et de vergers non utilisés. Par ailleurs la plupart des PNR de notre territoire d'étude (Mont d'Ardèche, Bauges, Chartreuse, Vercors, Baronnies) valorisent la biodiversité domestique (Delfosse, 2016), au travers d'actions portées par les jardiniers « amateurs ». Le patrimoine alimentaire relève ainsi à la fois du patrimoine environnemental et du patrimoine culturel : dans nos territoires d'étude des actions ont été conduites parfois à des fins de préservation paysagère et de conservation de biodiversité comme dans les Bauges (paysages de pré-verger), mais aussi de « relance » de produits locaux, ou tout simplement de valorisation alimentaire. Le PNR des Bauges a mis en place un pressoir itinérant, et à Orpierre dans le PNR des Baronnies, un marché des fruits anciens valorise la production fruitière, mais aussi les savoir-faire de transformation et conservation autour de ces produits. Les nouvelles générations revisitent des techniques anciennes telles que le séchage des fruits.
- 32 Dans le cadre d'un inventaire sur le patrimoine culturel immatériel et d'un programme européen Interreg sur le patrimoine alimentaire alpin, le PNR des Bauges réalise une collecte participative qui ne repose pas uniquement sur ce qui se faisait autrefois en intégrant l'évolution des recettes et en associant les « néo ruraux », terme utilisé dans la fiche d'inventaire du patrimoine culturel immatériel (Les savoir du jardin potager dans le massif des Bauges) pour désigner les populations nouvelles qui sont arrivées

dans le territoire par vague successive (Palisse, 2006). Cette approche participative est également celle qui a été choisie par la PNR de Chartreuse pour le repérage des semences et variétés traditionnelles du massif : la collecte associe les jardiniers, le Centre régional de Botanique appliquée et le lycée horticole de Saint-Ismier dans la banlieue de Grenoble, et s'articule avec la volonté d'installer des maraîchers et une pépiniériste sur le Massif. Cette démarche s'intègre ainsi fortement à la politique alimentaire menée sur le parc. Enfin, le PNR du Vercors travaille depuis les années 2000 sur la relance de la poule Grise du Vercors et cela non plus dans une approche filière du type produit de terroir, à l'instar de la relance du bleu du Vercors, mais avec la finalité de favoriser une alimentation de proximité et en mettant en valeur la biodiversité domestique animale. Cette démarche implique des amateurs et vise l'installation d'une éleveuse qui ferait de la vente directe sur le massif et vers la ville proche de Grenoble (Delfosse, 2010 ; Poisson et Delfosse, 2012).

Conclusion

- 33 Cet article met ainsi en lumière un regain d'intérêt porté aux jardins dans les territoires ruraux. Si les enjeux autour desquels s'opère cette requalification sont multiples (urbanistiques, sociaux, culturels), l'alimentation n'est pas en reste. Dans les territoires ruraux de moyenne montagne qui ont fait l'objet de notre analyse, s'expriment en effet 1) un regain d'intérêt (qu'il soit social, culturel ou économique) pour l'autonomie alimentaire, 2) la réinvention de pratiques d'autoproduction collectives, et 3) le réinvestissement du patrimoine alimentaire à travers la biodiversité domestique, les savoirs et savoir-faire jardiniers, culinaires et de transformation. Notre approche, de l'échelle individuelle à l'échelle de la communauté et des politiques publiques suggère l'importance d'une lecture multiscalaire des liens entre jardins et alimentation. En effet, une lecture étroite des quantités consommées rendrait invisibles les dynamiques d'apprentissages, d'échanges, de dons et contre-dons de légumes, mais avant cela de semences, de graines. Ces dynamiques nous sont apparues particulièrement riches dans les espaces de moyenne montagne que nous avons étudiés, et plus particulièrement liées à un patrimoine alimentaire traditionnel à revaloriser.

BIBLIOGRAPHIE

ANSES 2017. – *Étude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA 3)*, Rapport d'expertise collective, La documentation française, juillet 2017, 564 p.

Ballot J., 2021.– *Précarités en Chartreuse, pourtant que la montagne est belle... Analyse sociologique des morphologies de la pauvreté-précarité en milieu rural moyenne montagne : la communauté de communes Cœur de Chartreuse*, Mémoire de Master 2 Ville et environnement urbain. Université Lyon 2.

- Baysse-Lainé A., 2021– « Terres agricoles et relocalisation alimentaire : des formes nouvelles de propriété et d'accès au foncier », *Centre d'études et de prospective, Analyses*, n° 165, mai 2021.
- Brand C., 2015.– *Alimentation et métropolisation : repenser le territoire à l'aune d'une problématique vitale oubliée*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Grenoble Alpes (ComUE).
- Boukharaeva L. et Marloie M., 2011.– « Des sols agricoles au service de la résilience urbaine : réflexions à partir du cas de la Russie », *Espaces et sociétés*, 147, p. 135-153. DOI : <https://doi.org/10.3917/esp.147.0135>.
- Caillavet F., Lecogne C. et Nichèle V., 2009.– « La consommation alimentaire : des inégalités persistantes, mais qui se réduisent, Cinquante ans de consommation en France », *INSEE*, p. 49-62.
- Calo A., Mckee A., Perrin C., Gasselin P., McGreevy S., 2021.– « Achieving food system resilience requires challenging dominant land property régimes », *Frontiers in Sustainable Food Systems*, vol. 5.
- Darmon N., Martin P., Scheromm P., Ghestem F., Marchand P., Consalès J.-N., 2019.– « Jardiner dans un quartier défavorisé, un déclic pour repenser son alimentation ? », *Pratiques en Nutrition : santé et alimentation*, Elsevier-Masson, 2020, vol. 16(61), p. 20-25.
- Delfosse C., 2019a.– « L'alimentation : un nouvel enjeu pour les espaces ruraux », *L'Information géographique*, 2019/4 (Vol. 83), p. 34-54. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2019-4-page-34.htm>, consulté le 5 décembre 2022.
- Delfosse C., 2019b.– « Les liens ville-campagne réinterrogés à travers le prisme des nouvelles préoccupations alimentaires urbaines », En ligne : <https://ecoleurbainedelyon.universite-lyon.fr/media-lab/les-liens-villecampagne-reinterrogues-a-travers-le-prisme-des-nouvelles-preoccupations-alimentairesurbaines-106772.kjsp?RH=ecoleurbainedelyon>, consulté le 5 décembre 2022.
- Delfosse C., Poulot M., 2019.– « Les espaces ruraux en France : des espaces d'innovation ? » *Bulletin de l'association de géographes français*, n° 96-4.
- Delfosse C., Ferrand M., Grimaut P., Ganivet G., 2019.– « La pauvreté en rural ; quels acteurs, quelles actions pour quels projets ? L'exemple de la région Auvergne-Rhône-Alpes », *Bulletin de l'association de géographes français*, n° 96-4.
- Delfosse C., 2016.– « La valorisation de la biodiversité domestique cultivée, une nouvelle ressource pour les espaces ruraux ? » in Glon E. et Pecqueur B. (dir.), *Au cœur des territoires créatifs ? Proximités et ressources territoriales*, Rennes, PUR.
- Delfosse C., 2010.– « L'héritage en action : les relances et les territoires », in Berger A., Chevallier P., Dedeire M. et Cortes G. (dir.), *Héritages et trajectoires rurales*, Paris, l'Harmattan, p. 45-66.
- Demoly E., Schweitzer C., 2021.– « En 2017, 20 % des ménages ont consommé des produits alimentaires de leur propre production ou de celle d'un autre ménage », *Insee Focus*, n° 236.
- Durandard C., Delfosse C., 2021.– « Les médiations jardinières, espaces d'expression et de négociation au cœur de la recomposition des territoires ruraux. Les cas du PNR des Bauges et de la Bresse-Revermont », *Pour*, vol. 2021/1, n° 239, p. 219-232. DOI : 10.3917/pour.239.0219. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-pour-2021-1-page-219.htm>, consulté le 5 décembre 2022.
- Elles Q., 2021.– *Jardin & être en santé dans les Baronnie provençales*, Mémoire de master 2 Gestion des Territoires et Développement Local, Université Lyon 2.
- Escalon H., Bossard C., Beck F., 2009.– *Baromètre santé nutrition 2008*, Saint-Denis, Inpes, 424 p.

- Giacchè G., Le Caro Y., 2018, « Jardins partagés : une contribution habitante au système agro-alimentaire territorialisé rennais », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, hors-série n° 31. En ligne : <http://journals.openedition.org/vertigo/21982>, consulté le 5 décembre 2022 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.21982>.
- Gojard S. et Weber F., 1995.- « Jardins, jardinage et autoconsommation alimentaire », *INRA sciences sociales*, INRA - Institut national de la recherche agronomique, 1995, p. 1-4.
- Houde R., 2019.- *Les jardins communautaires et collectifs de Montréal : une exploration de leur place dans la réduction des iniquités de santé et de saine alimentation*, Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade Maîtrise ès Science (M.Sc.) en santé publique, option générale, Université de Montréal.
- Louchard L., 2021.- *Initiatives en lien avec les jardins en faveur de la lutte contre la pauvreté/précarité*, Mémoire de master 2 Gestion des Territoires et Développement Local, Université Lyon 2.
- Loudiyi S., Houdart M., 2019.- « L'alimentation comme levier de développement territorial ? Réflexions tirées de l'analyse processuelle de deux démarches territoriales », *Économie rurale* n° 367. En ligne : <http://journals.openedition.org/economierurale/6463>, consulté le 5 décembre 2022.
- Maréchal, G., Noël, J. & Wallet, F., 2018.- « Les projets alimentaires territoriaux (PAT) : entre rupture, transition et immobilisme ? », *Pour*, n° 234-235, p. 261-270.
- Marie M., 2019.- « Estimation de la contribution de la production potagère domestique au système alimentaire local \$ », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 19, n° 2. En ligne : <http://journals.openedition.org/vertigo/26215>, consulté le 5 décembre 2022.
- Munar L., 2021.- *Les jardins du Massif des Bauges un patrimoine ressource pour l'avenir*, Mémoire de master 2 Gestion du territoire et développement durable, Université Lyon3
- Palisse M., 2006.- « Position de thèse : Les Bauges entre projets institutionnels et dynamiques locales : patrimoines, territoires et nouveaux lieux du politique », *Ruralia : Revue de l'Association des ruralistes français*, Association des ruralistes français, 2006.
- Poche B., 1980.- « L'évolution des marchés urbains en Savoie. Continuité ou rupture dans la relation ville-campagne ? », *Études rurales*, n° 78-80, *Foires et marchés ruraux en France*, p. 257-267
- Poisson M., Delfosse C., 2012- « Les Parcs naturels régionaux : de la promotion des produits locaux à la gouvernance alimentaire », *Pour*, 2012/3-4 (n° 215-216), p. 183-189. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-pour-2012-3-page-183.htm>, consulté le 5 décembre 2022.
- Pourias J., 2014.- *Production alimentaire et pratiques culturelles en agriculture urbaine : analyse agronomique de la fonction alimentaire des jardins associatifs urbains à Paris et Montréal*, thèse de doctorat en Sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal, 292 p.
- Pourias J., Aubry C., et Duchemin E., 2015.- « Is food a motivation for urban gardeners? », *Agriculture and Human Values*, vol. 33.
- Quellier F., 2004.- « Le jardin fruitier-potager, lieu d'élection de la sécurité alimentaire à l'époque moderne ». *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 51-3, p. 66-78. DOI : <https://doi.org/10.3917/rhmc.513.0066>.
- Saint-Ges V., 2018.- « Jardins familiaux, jardins partagés à Bordeaux entre alimentation et multifonctionnalités », *In Situ* n° 37. En ligne : <http://journals.openedition.org/insitu/18956>, consulté le 21 octobre 2022 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.18956>.

Sallen A., 2021.- *L'autoconsommation et la biodiversité domestique : entre héritage patrimonial, motivations éthiques et pratiques individuelles. L'exemple des élevages domestiques dans les Monts du Lyonnais et l'Ouest Lyonnais*, Mémoire de master 1.

Smith V. et Harrington J., 2014.- « Community Food Production as Food Security: Resource and Economic Valuation in Madison, Wisconsin (USA) », *Journal of Agriculture, Food Systems and Community Development*, p. 1-20.

Tharrey, M., Sachs, A., Perignon, M. *et al.* 2020.- « Improving lifestyles sustainability through community gardening: results and lessons learnt from the JArDinS quasi-experimental study », *BMC Public Health*, vol. 20. DOI : <https://doi.org/10.1186/s12889-020-09836-6>.

Vandenbroucke P., Delfosse C., 2019.- « Transitions alimentaires en rural : pratiques et représentations habitantes », *Bulletin de l'association de géographes français*, vol. 96, n° 4, p. 585-600.

Viricel P., 2021.- *Jardins et autoconsommation. Pratiques de jardinage et d'autoconsommation des habitants de la Communauté de communes de Dieulefit-Bourdeaux*, Mémoire de master 2 Gestion des Territoires et Développement Local, Université Lyon 2

NOTES

1. Le projet JARDIN'R est un projet de recherche-action financé en 2021 par la Fondation de France, l'École urbaine de Lyon et la plateforme POPSU Territoires. Le projet est coordonné par Claire Delfosse et Perrine Vandenbroucke.

2. Les terrains de recherche réalisés dans le PNR des Baronnies Provençale et sur la ville de Dieulefit ont été financés par la plateforme POPSU Territoires dans le cadre d'un appel à projets de recherche action portant sur les nouveaux récits territoriaux pour les petites villes et territoires ruraux.

3. Un livret cartographique permet de rendre compte des dynamiques jardinières par territoire. Disponible en ligne sur le site du Laboratoire d'études rurales : <https://web.msh-lse.fr/ler/jardinr/>.

4. L'analyse sur les initiatives de revalorisation des vergers en Chartreuse est encore en cours.

5. Le nombre de jardiniers rencontrés et décrits dans ce tableau diffère du nombre d'entretiens précisés en début de paragraphe puisqu'il est arrivé qu'un entretien soit réalisé avec un couple de jardiniers ou qu'un entretien ne concerne pas un ou une jardinière mais un acteur public, associatif ou économique.

6. Plus de la moitié des communes du PNR (63 %) mènent une action liée au jardin et 53 % d'entre elles identifient un intérêt exprimé par leurs habitants (Munar, 2021).

7. On peut citer pour les Alpes les travaux de Raoul Blanchard et les thèses de ses élèves sur les genres de vie pastoraux dans l'entre-deux-guerres, plus « récemment » par exemple la thèse de Jean Miège, sur la vie rurale du sillon alpin (1961), ou par exemple pour les Hautes Chaumes du Forez la thèse de sociologie de M. Damon, *Les jasseries des Monts du Forez*, Thèse de doctorat de Sociologie rurale, Université de Lyon, 1971, réédition Village de Forez, Centre Social de Montbrison, 2004, 132 p.

8. Statistiquement l'autoconsommation renvoie à la consommation d'aliments issus de sa propre production (potager, élevage) ou de sa propre cueillette, chasse ou pêche ou de celles d'un proche (ami, famille, voisin...) au cours d'une période donnée (ANSES, 2017) quel que soit son ampleur.

9. Selon l'INSEE la part de ménages qui autoconsomment est passé de 34 % en 1985 à 23 % en 2006.

10. Les ménages agriculteurs (actifs ou retraités) autoconsomment beaucoup plus fréquemment que les autres : 61 % contre 20 % de l'ensemble des ménages.

11. L'évaluation de l'autoconsommation a été réalisée en demandant aux enquêtés d'estimer le devenir des récoltes. Cela permet ainsi de les quantifier et de saisir ce qu'elles peuvent représenter dans la consommation du foyer (saisonniers ou annuelle). Les pratiques suivantes ont été considérées : la consommation directe, la transformation et la conservation (dont la congélation et les bocaux, conserves), la vente, le troc et les dons et contre dons.

12. 3 entretiens sur les 24 réalisés n'ont pas pu être exploités sur la thématique de l'autoconsommation, les visites approfondies n'ayant pas pu avoir lieu.

13. L'article de Perrine Vandenbroucke et Claire Delfosse (2019) montre que cette pratique est réinvestie aujourd'hui également dans le Pilat. Sur le rôle et la place du petit élevage on pourra voir le mémoire d'Aurélien Sallen réalisé dans un contexte plus périurbain, celui des Coteaux et Monts du Lyonnais (Sallen, 2021)

14. Dispositif Aliment'Terre : <https://www.urcpi-aura.org/outils/guide-alimentterre/>.

15. PNR du Nord Pas-de-Calais dont l'Avesnois, Cap et Marais d'Opale, PNR des Bauges...

16. Données DRAAF AURA. Les autres projets hors métropole de Lyon sont portés par des Centres sociaux, socio-culturels et Maisons des Jeunes et de la culture (17), par des associations (22) et de manière plus marginale par des bailleurs ou intercommunalités (4).

RÉSUMÉS

Les pratiques jardinières et d'autoconsommation font l'objet de profonds renouvellements en lien avec les transitions alimentaires en cours dans les territoires ruraux dont les territoires montagnards de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Les recherches qui commencent à explorer le rôle des jardins dans l'alimentation portent essentiellement sur les jardins en ville. Dans ce contexte, cet article se penche sur le rôle du jardin dans les pratiques alimentaires des populations rurales de moyenne montagne. Nous nous appuyons sur des travaux de recherche menés dans le cadre du projet Jardin'R en région Auvergne Rhône Alpes, au sein de plusieurs territoires de moyenne montagne. Nous montrons en quoi le jardin est une porte d'entrée sur les pratiques individuelles et collectives d'autoconsommation en milieu rural. Puis nous analysons la place de ces pratiques dans les politiques alimentaires conduites sur nos territoires d'étude. Enfin nous montrons que ce réinvestissement des pratiques d'autoconsommation en milieu rural de moyenne montagne conduit à leur valorisation en tant qu'élément du patrimoine alimentaire de ces territoires.

Gardening and self-consumption practices face deep changes related to food transition in rural areas - the mountainous area Auvergne Rhône-Alpes region is no exception. Recent research about the role of gardens in daily consumption, mainly focuses on urban gardens. In this context, this paper aims to enlighten the role of gardens in food practices of the rural population living in intermediate areas of the mountain - the "mid-mountains". It is based on research conducted as part of the Jardin'R project. We show that the garden is a gateway to individual and collective self-consumption practices in rural areas. Then we analyze the part these practices play in food policies conducted in our case studies. Finally, we show that reinvestment in self-consumption practices in rural mountains leads to their promotion as an element of the food heritage of these territories.

INDEX

Mots-clés : jardin, autoconsommation, alimentation, moyenne montagne, patrimoine alimentaire

Keywords : Garden, Self-consumption, Food, Medium Mountain, Food heritage

AUTEURS

NOÉ GUIRAUD

Géographe, École Urbaine de Lyon, Université Lyon 2, Laboratoire d'Études Rurales

CLAIRE DELFOSSE

Université Lyon 2, Laboratoire d'Études Rurales

PERRINE VANDENBROUCKE

ISARA Lyon, Laboratoire d'Études Rurales

PHILOMÈNE VIRICEL

Université Lyon 2, Laboratoire d'Études rurales

LAURA MUNAR

Université Lyon 3, Laboratoire d'Études rurales